



*Tribune - le 28 juin 2024*

## La Santé est un droit universel !

---

Dans le contexte politique actuel, à l'heure même de choisir nos futur·es dirigeant·es, rappelons que les droits humains fondamentaux sont indiscutables. Au travers de nos positions pour les droits des femmes et contre toutes les discriminations, notre attachement aux problématiques d'accès aux soins et d'écologie, nous perpéтуons l'espérance d'un monde du soin et de la médecine fait de progrès, de solidarité et d'humanisme.

L'ISNAR-IMG et ReAGJIR, qui représentent respectivement les internes de médecine générale et les jeunes médecins généralistes, dénoncent, condamnent et combattent toutes les discriminations quelles qu'elles soient. Nous refusons que celles-ci soient banalisées.

Nous croyons en la **solidarité**, en la **paix** et dans le **vivre ensemble**. Il s'agit simplement **d'humanité**, valeur qui ne devrait jamais faire débat.

### Recul des droits des femmes - Le sexisme tue

*“N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question.” -*

**Simone de Beauvoir**

Le 4 mars dernier, « la liberté garantie à la femme d'avoir recours à l'IVG » est inscrite dans l'article 34 de la Constitution. Les conditions d'accès restent néanmoins loin d'être garanties et pourraient être remises en question par voie législative.

La lutte contre les inégalités salariales de genre n'est pas gagnée et pourrait prendre définitivement fin après ces élections, cristallisant ces disparités injustes liées au genre des travailleuses.

La survenue de violences sexistes et sexuelles en contexte de soin fait encore partie du quotidien de nombre de soignant·es et du parcours de soin de patient·es.

Toutes ces inégalités, si elles ne sont pas prises en charge, mettent en péril les droits déjà acquis, la santé et la vie des femmes.

Non au recul des droits des femmes !

## La suppression de l'AME

Nous nous opposons fermement à la suppression de l'Aide Médicale d'État (AME). Il s'agit d'un dispositif qui permet aux personnes étrangères en situation irrégulière résidant en France depuis plus de 3 mois d'accéder aux soins.

Comme déjà présenté dans le communiqué de presse de décembre dernier « *Suppression de l'AME : une quadruple erreur* »<sup>1</sup>, nous réaffirmons notre inquiétude vis-à-vis de la suppression d'un dispositif fondamental permettant l'accès aux soins pour tous et toutes et qui représente une quadruple faute.

- Une faute morale : on ne peut pas priver de soin des humains en fonction de leur statut administratif.
- Une faute déontologique : en désaccord même avec le Code de déontologie médicale.
- Une faute sanitaire : une des conséquences de la suppression serait la propagation des maladies infectieuses.
- Une faute économique : l'AME représente seulement 0,5% du budget de l'Assurance Maladie.

Devrons-nous refuser de prendre en charge un·e patient·e sans couverture sociale, qui ne peut financer ses soins ?

Laisserons-nous des patient·es en incapacité de financer leur prise en charge être privé·es de soins ?

---

<sup>1</sup> <https://www.isnar-img.com/cdp-suppression-de-ame/>

## Négation de l'urgence climatique

L'avenir du système de santé face aux enjeux climatiques, énergétiques et environnementaux est éminemment politique. L'exercice des métiers du soin est menacé par le déni des connaissances scientifiques. De plus, une absence de vision de solidarité internationale est incompatible avec une politique efficace de lutte contre le changement climatique.<sup>2</sup>

Nos positions ont pour ambition de rendre le secteur de la santé plus durable et résilient et de préserver le droit de chacun·e à une bonne santé.

Ceci est un impératif de santé publique.

## Le racisme et le soin

*“Le racisme n'est pas un tout mais l'élément le plus visible, le plus quotidien, pour tout dire, à certains moments, le plus grossier d'une structure donnée.” - Frantz FANON*

Comme dans les autres secteurs professionnels, les soignant·es étranger·ères officient aux postes délaissés, réalisant les missions les plus pénibles, les moins rémunérées et sous des statuts précaires. Notre système de santé n'échappe pas au racisme dont est imprégné le reste de la société.

Nous constatons la situation administrative instable et indigne dans laquelle évoluent nos collègues étranger·ères, quand ces dernier·ères sont menacé·es de non régularisation voire d'Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF) alors même que ce sont eux·elles qui nous aident à tenir nos hôpitaux debout. Nous craignons que cette situation n'empire.

Nous croyons en l'universalisme car, dans un monde raciste, être anti-raciste c'est préserver la dignité de tous·tes.

---

<sup>2</sup> <https://www.bmj.com/content/383/bmj.p2355>

## **Les valeurs soutenues par les organisations d'extrême-droite bafouent les droits humains fondamentaux.**

Figurent notamment sur les programmes des partis d'extrême droite pour les dernières élections présidentielles<sup>3,4</sup> et, aujourd'hui, pour les législatives<sup>12</sup> :

- Remettre en cause la légitimité du droit à l'IVG, notamment son inscription dans la Constitution.<sup>5</sup>
- Ignorer l'inégalité salariale entre les hommes et les femmes, comme en témoigne l'abstention manifeste des député·es d'extrême droite lors du vote de la loi Rixain en 2021<sup>6</sup>, laquelle visait à accélérer l'égalité économique et professionnelle entre femmes et hommes.
- Remettre en cause l'accès aux soins pour tous et toutes, comme cité dans l'article 19 du projet de loi immigration<sup>7,10</sup> censuré par le Conseil Constitutionnel le 25 janvier 2024<sup>8</sup>.
- Baisser les taxes sur les énergies fossiles<sup>3, 12</sup> ou nier la part de responsabilité de la France dans le réchauffement climatique<sup>9</sup>.
- Mettre en place une caution d'études pour les étudiant·es étranger·ères<sup>10</sup>.
- Limiter à 5 ans l'accès aux soins gratuits pour les personnes étrangères<sup>1,3</sup>.

Nous souhaitons rappeler notre opposition totale et définitive à ces propositions. En tant que soignant·es et représentant·es des internes de Médecine Générale et des jeunes médecins généralistes, nous ne pouvons tolérer des mesures niant les droits fondamentaux.

## **La défense de nos droits et les combats syndicaux nécessitent une démocratie en bonne santé !**

C'est pourquoi l'ISNAR-IMG et ReAGJIR, en tant que syndicats ayant pour rôle de défendre et représenter les internes et les jeunes médecins généralistes, s'opposent aux politiques d'extrême droite, allant à l'encontre de nos valeurs solidaires et humanistes.

---

<sup>3</sup> [Programme du Rassemblement National pour les élections présidentielles de 2022](#)

<sup>4</sup> [Programme de Reconquête! pour les élections présidentielles de 2022](#)

<sup>5</sup> [Infographie FranceInfo : Inscription de l'IVG dans la Constitution](#)

<sup>6</sup> [LOI n° 2021-1774 du 24 décembre 2021 visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle](#)

<sup>7</sup> [Projet de Loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration](#)

<sup>8</sup> [Décision n° 2023-863 DC du 25 janvier 2024 du Conseil Constitutionnel](#)

<sup>9</sup> [Troisième infographie du programme environnemental de Reconquête!](#)

<sup>10</sup> [Amendement au Projet de Loi Immigration et Intégration](#)

<sup>11</sup> [Extrême droite au pouvoir et syndicalisme](#)

<sup>12</sup> [Programme Rassemblement National Législatives 2024](#)